

Dati à nouveau ministre malgré des poursuites judiciaires pour 900.000 € d'honoraires...

écrit par Maxime | 24 septembre 2024





Que vient faire Rachida Dati, qui se prétend de droite, dans un gouvernement issu d'une alliance avec l'extrême-gauche aux législatives ?

Que vient-elle faire à la Culture, alors que son parcours ne semble pas témoigner d'un intérêt particulier pour les affaires culturelles ?

Etait-ce vraiment impossible de trouver un conservateur en chef du patrimoine, retraité ou non, qui ait de l'intérêt pour ce poste ?

Que vient faire une magistrate devenue avocate à la culture ?

La grossière Dati, grossière parce que bling-bling, nouvelle riche trop évidemment attirée par tout ce qui brille. Peut-être est-ce le seul point commun qu'elle ait avec certains objets culturels, l'or.

Et devenue riche comment ?

Femme de droite aux moeurs légères, qui cumulait tant d'amants qu'il fut difficile de savoir qui avait éjaculé au moment de la conception de Zora, selon le père malgré lui Dominique Desseigne ?

<https://www.lalibre.be/lifestyle/people/2012/11/05/les-huit-amants-de-rachida-dati-H663KH3BXFFSTBBSG4INWM0QBM/>

Si Dominique Desseigne reconnaît avoir eu une "aventure parmi d'autres" avec l'ancienne garde des Sceaux, il se défendra devant la Justice en affirmant que Rachida Dati avait huit amants dans la même période. Parmi eux, "un animateur télé, un ministre, un PDG, un Premier ministre espagnol, l'un des frères de Nicolas Sarkozy, un procureur général qatari et l'héritier d'un empire du luxe", affirme la 118e fortune française.

Amants issus de la haute société pour que Zohra soit bien dotée financièrement en pension alimentaire...

Chacun est libre de ses moeurs, mais aller jouer la mère Vertu dans la cour des droitards, c'est incohérent dans un tel cas !

Si Dati incarne la droite conservatrice, je suis le roi d'Angleterre !

Quant à la droite libérale, à l'époque de Sarkozy, Dati était issue de la magistrature donc la fonction publique. Un fonctionnaire libéral, c'est un oxymore !

Mais elle a les dents longues, et s'est reconvertie avocate en 2010, les honoraires sont libres... et puis quand on a été ministre...

Enfin s'il s'agit de la droite identitaire, Dati a donné un prénom arabe à sa fille française donc en la matière, peut mieux faire.

Finalement, être de droite au sens de Dati semble signifier

être animé d'un arrivisme total. Je ne crois pas qu'on puisse défendre vraiment la République quand on a une nature d'arriviste puisque défendre la République, c'est défendre quelque chose qui dépasse sa petite personne et son ego démesuré.

Dati semble mettre l'argent au-dessus de tout...

Un opportunisme et un arrivisme en phase avec celui des Macronistes et des LR qui s'allient à Macron alors qu'ils ont perdu dans les urnes, toute honte bue...

Dati a ainsi été reconduite à son poste malgré une affaire où son extraordinaire talent lui aurait permis de toucher 900.000 euros d'honoraires.

Une somme que beaucoup de Français ne gagneront même pas au bout d'une vie de labeur en cumulant tous leurs salaires.

Plus c'est gros, plus ça passe. Des soupçons de corruption n'ont pas manqué d'émerger en raison de ses fonctions d'eurodéputée...

A-t-elle été reconduite au gouvernement pour lui donner une forme de protection ou de légitimité contre ces accusations ?

Voire, le ministre de la Justice ne va-t-il pas donner des consignes pour que l'action publique ne soit pas trop dure à son encontre ? Va-t-elle même échapper à tout procès ?

Il n'y avait déjà rien d'évident dans sa nomination à ce poste. Mais l'y reconduire dans le contexte judiciaire ambigu qui est le sien relève d'une faute politique.

Affaire Ghosn-Dati : tout comprendre aux rebondissements

d'un scandale à 900 000 euros

Rachida Dati reste dans le viseur de la justice dans l'affaire Carlos Ghosn. Ce 2 juillet, la cour d'appel de Paris a rejeté un recours de la ministre de la Culture. Un revers qui pourrait avoir de lourdes conséquences pour l'ex-avocate, qui s'est défendue en attaquant... le successeur de Carlos Ghosn à la tête de Renault, Jean-Dominique Senard.

La menace d'un procès pèse toujours sur Rachida Dati. Ce mardi 2 juillet, en pleine tempête politique pour la majorité présidentielle, [la cour d'appel de Paris a rejeté un recours de la ministre de la Culture](#) visant à faire reconnaître la prescription des faits qui lui sont reprochés dans le cadre [de l'affaire Carlos Ghosn](#), du nom de l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan. Depuis 2021, l'ex-avocate est mise en examen pour «corruption passive», «recel d'abus de pouvoir» et «trafic d'influence passif». De graves soupçons qu'elle tente de balayer en multipliant les recours pour obtenir l'annulation de la procédure.

Après la décision de la cour d'appel, Rachida Dati va se pourvoir en cassation. Si elle obtient gain de cause, la femme politique se verrait confortée [dans sa conquête de la mairie de Paris](#) aux élections municipales de 2026. À l'inverse, **une défaite l'exposerait au risque d'un embarrassant procès.** Après une longue enquête des juges d'instruction sur l'affaire, le Parquet national financier (PNF) doit rendre son réquisitoire définitif courant juillet. Après quoi, la justice ordonnera ou non un procès au tribunal correctionnel de Paris.

Quand Rachida Dati était missionnée par l'alliance Renault-Nissan

Au centre de l'affaire : **900 000 euros d'honoraires versés discrètement par Renault-Nissan à Rachida Dati entre 2010 et 2012.** À l'époque, la femme politique est avocate mais aussi député européen. Quelles missions a-t-elle effectuées pour [l'alliance automobile franco-japonaise](#) ? C'est la question qui démange les enquêteurs. Car ces derniers semblent avoir le plus grand mal à trouver des traces

du travail de l'ancienne ministre de [Nicolas Sarkozy](#).

Face aux juges, la femme politique a expliqué qu'elle avait aidé au développement international de [Renault-Nissan au Moyen-Orient](#) et au [Maghreb](#). Carlos Ghosn en personne a défendu cette version des faits devant les enquêteurs. Mais plusieurs témoignages révélés en juin [par Radio France](#) fragilisent ce portrait de Rachida Dati comme diplomate d'affaires. «Je n'ai absolument jamais entendu parler de Rachida Dati», assure ainsi un avocat qui a travaillé sur l'installation de l'usine Renault au Maroc.

Et si au lieu de travailler au rayonnement de Renault-Nissan à l'étranger, Rachida Dati avait plutôt servi les intérêts de l'alliance au Parlement européen ? La ministre est présumée innocente et dément toute irrégularité, mais c'est l'interrogation des juges d'instruction. Or, de telles activités de lobbying sont interdites pour les députés européens. Le cas Rachida Dati a d'ailleurs créé des remous à Bruxelles, et pas seulement à cause de ses missions pour Renault-Nissan. Selon des informations [du Nouvel Obs](#), le Parlement européen aurait mené un pré-rapport sur les positions de Rachida Dati en faveur des énergies fossiles, qui auraient naturellement profité à la cause de grands énergéticiens ou de pays comme l'Azerbaïdjan.

À lire aussi : [Européennes 2024 : quels sont les lobbies les plus puissants au Parlement européen ?](#)

Duel entre Rachida Dati et Jean-Dominique Senard

Traumatisé par l'affaire Carlos Ghosn, son ex-PDG soupçonné de corruption et d'abus de biens sociaux, [Renault a guéri de ses blessures](#) avec une gouvernance partagée : l'italien [Luca de Meo](#) à la direction générale, et Jean-Dominique Senard à la présidence. Désireux de faire oublier les années noires du Losange, les deux hommes ont peu commenté le feuilleton judiciaire. Mais **c'était avant que Rachida Dati ne s'en prenne directement à Jean-Dominique Senard, en l'accusant de dissimuler des documents de nature à l'innocenter.**

Cela fait pourtant longtemps que Renault assure avoir transmis aux

enquêteurs le fameux rapport d'audit commandé en 2019 pour faire la lumière sur l'ère Carlos Ghosn. «Renault ne l'a pas livré en intégralité à la justice, se contentant d'une version caviardée et édulcorée», gronde l'avocat de Rachida Dati, Olivier Baratelli, [cité par BFM Business](#). Pacifique jusqu'à un certain point, Jean-Dominique Senard a contre-attaqué en portant plainte contre Rachida Dati pour dénonciation calomnieuse en avril.

Bruno Le Maire se fait discret dans l'affaire Rachida Dati

Rachida Dati est-elle l'otage du conflit entre Jean-Dominique Senard et Carlos Ghosn, comme le présentent les avocats de la ministre ? Un «récit fantaisiste de victimisation», raille Jean-Dominique Senard dans sa plainte révélée [par Le Nouvel Obs](#). **Les avocats du président en profitent pour remuer le couteau dans la plaie sur le manque de traces de travail** de Rachida Dati chez Renault : «Ni Renault ni M. Jean-Dominique Senard n'ont en leur possession aucun élément de nature à apporter la preuve de ses prétendues prestations, et Mme Rachida Dati le sait parfaitement car elle est elle-même incapable depuis 2019 de les apporter.»

Dans cette situation surréaliste, la ministre de la Culture se retrouve en conflit avec une entreprise détenue à 15% par l'État français et qui fait d'habitude la fierté du gouvernement... (...)

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/affaire-ghosn-dati-tout-comprendre-aux-rebondissements-dun-scandale-a-900-000-euros-1498987>